

## **Annexe 3 : Acquisition de certificats électroniques par les organismes de formation**

### **1. Qu'est-ce qu'un Certificat de Signature Electronique (CSE) ?**

Un certificat de signature électronique est une identité numérique. Il est l'équivalent numérique de la signature manuscrite. Il s'agit d'un document sous forme électronique qui a pour but d'authentifier l'identité de la personne signataire, l'intégrité des documents échangés (protection contre toute altération) et l'assurance de non-répudiation (impossibilité de renier sa signature). Il est nominatif, délivré à une seule personne et non à une société et engage le signataire. Il est contenu sur une carte à puces ou sur une clé USB.

Pour les marchés publics, auparavant, seuls les certificats de signature électronique RGS (Référentiel Général de Sécurité) étaient acceptés, désormais la signature électronique doit être conforme au [règlement eIDAS](#). Cependant, **les certificats RGS restent valables jusqu'à leur expiration**.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, pour répondre aux marchés publics il faut au minimum une signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au [règlement eIDAS](#).

Dans la commande publique, en France, sont autorisées :

- soit la [signature électronique avancée](#) avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- soit la [signature électronique qualifiée](#) (niveau 4).

L'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique](#) des contrats de la commande publique précise les catégories de certificats de signature électronique utilisables dans les marchés publics.

Parmi l'ensemble des catégories de certificats de signature électronique commercialisées par des sociétés spécialisées appelées « prestataire de services de certification électronique », le ministre chargé de la réforme de l'Etat référence celles qui respectent un référentiel intersectoriel de sécurité en répondant à des exigences techniques minimales.

### **2. Comment se procurer un Certificat de Signature Electronique ?**

Afin d'obtenir votre certificat de signature, vous devez vous mettre en relation avec une autorité de certification.

Le règlement européen "eIDAS" n°910/2014 et l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique renvoient aux listes nationales des prestataires de services de confiance (TSL : Trusted Service List).

- L'ensemble des TSL européennes est accessible ici : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>
- **La TSL France est accessible ici** : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR> Cette liste présente toutes les autorités de certification françaises. Il faut choisir celles qui proposent **des certificats de signature qualifiés** (Qualified certificate for Electronic signature).
- <https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/footer/info-acrgs>

**ATTENTION : Il faut compter un délai de 8 à 15 jours pour obtenir un certificat de signature. Il faut donc anticiper cette acquisition.**

**RAPPEL** : Si vous avez acquis un certificat de signature et que celui-ci repose sur un **certificat RGS** \*\* ou \*\*\*, il reste **valable jusqu'à l'expiration de la validité de ce certificat**.

### 3. Qui doit être titulaire du certificat de signature électronique ?

Le certificat de signature électronique est nominatif, la personne qui signe doit avoir le pouvoir d'engager la société. Le titulaire du CSE doit donc être :

- soit le représentant légal de la société (gérant, président, etc.),
- soit toute autre personne qui disposera dans ce cas d'une délégation de pouvoir (à joindre dans le dossier de candidature).

Si le titulaire du CSE quitte la société, il faut s'en procurer un nouveau.

#### ➤ En résumé :

**Avant d'acheter un certificat de signature électronique, il faut s'assurer :**

- Qu'il soit conforme au [règlement eIDAS](#),
- Qu'il convient pour la réponse aux marchés publics,
- Qu'il sera fourni dans les temps,
- Que la personne titulaire du CSE dispose bien du pouvoir d'engager la société.